



## Stratégie 2005 pour le développement régional de la SADC

Les budgets et plans d'action qui seront présentés en février à l'occasion de la réunion du Conseil Ministériel de la SADC à l'Ile Maurice vont inaugurer l'exécution de la stratégie de la SADC pour le développement de l'Afrique Australe.

La stratégie de la mise en exécution est basée sur deux projets pilotes - le Plan de Développement Stratégique Indicateur Régional (PRIDS) et le Plan Stratégique Indicateur pour l'Organe (PSIO) sur les Politiques, la Défense et la Sécurité.

Le RISDP et le PSIO sont des plans à long terme, séparément lancés l'année dernière. Les plans d'activités pour chaque thème ou secteur ont été développés afin de clarifier les plans à long terme et mieux définir les responsabilités de chaque participant ainsi que les ressources nécessaires pendant la phase d'exécution.

Des budgets annuels pour ces plans d'action et pour l'année fiscale 2005/6 des institutions de la SADC doivent être approuvés par le Conseil des Ministres à l'occasion de sa première réunion de l'année, du 21 au 25 février à Grand Bay.

Les progrès sur les préparatifs de la

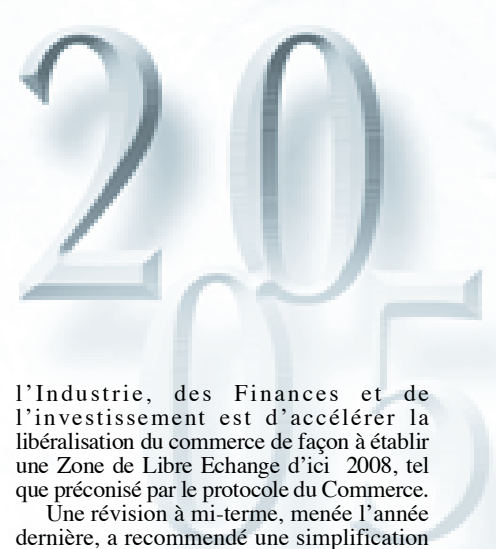
Conférence Consultative de la SADC prévue du 25 au 27 avril à l'Ile Maurice seront également évalués.

Sous le thème, "Partenariat pour l'exécution du Plan de Développement Stratégique Indicateur Régional", la conférence consultative a pour but de créer un nouveau partenariat impliquant les dépositaires clés tels que les partenaires de coopération internationale, la société civile, les ONGs et le secteur privé. Il est prévu que la conférence convienne des objectifs d'ensemble du nouveau partenariat, ses buts et ses principes directeurs.

A la fin du premier trimestre de cette année, il est prévu que la mise en application du PRIDS et du PSIO soit amorcée.

"Les plans [d'activités] aideront le Secrétariat de la SADC, les états membres et d'autres dépositaires à comprendre la faisabilité des résultats attendus, à partir des activités entreprises par des conseils d'administration et les unités reposant sur les contraintes actuelles de ressources", explique Prega Ramsamy, Secrétaire Général de la SADC.

Une priorité pour le Conseil d'Administration du Commerce, de



l'Industrie, des Finances et de l'investissement est d'accélérer la libéralisation du commerce de façon à établir une Zone de Libre Echange d'ici 2008, tel que préconisé par le protocole du Commerce.

Une révision à mi-terme, menée l'année dernière, a recommandé une simplification plus poussée des réglementations sur l'origine en vue de provoquer une réponse plus positive du secteur privé sur les opportunités d'accès au marché.

Le Protocole du Commerce pourvoit également à l'établissement d'une Union des Douanes pour 2010. A cette fin, la sous-commission de la SADC sur la Coopération des Douanes a, l'année dernière, adopté un plan directeur, afin de préparer l'administration des douanes pour 2010.

La sous-commission a mis en place un Mécanisme d'Evaluation de la Conformité, composé d'éléments stratégiques formant une liste de contrôle contre laquelle la mise en application du Protocole peut être évaluée.

Afin de mettre en place les divers instruments douaniers, et d'harmoniser la formation régionale des employés et dépositaires du secteur douanier, la sous-commission a développé et adopté des modules de formation.

Les priorités pour les Accords de Partenariat Economique à négocier avec l'UE ont été définies l'année dernière et les négociations étaient supposées commencer en janvier 2005. D'intenses travaux de préparations sont entrepris par les états membres et le Secrétariat de la SADC, ce dernier ayant facilité l'établissement d'une unité spéciale pour coordonner et faciliter les négociations.

Pour l'harmonisation des Politiques Minières, des Standards, des Structures

## La SADC marque son Jubilé d'argent

C'est une année spéciale pour la SADC alors que l'organisation célèbre son 25<sup>ème</sup> anniversaire en 2005. Sans aucun doute le groupement régional le plus prospère en Afrique, la SADC s'enorgueillit d'un passé d'expansion sans précédent dans l'intégration socio-économique et politique.

Inspirée et poussée par les Etats pionniers, la Conférence de Coordination et de Développement de l'Afrique Australe (SADCC) fut officiellement constituée à Lusaka en avril 1980 avec pour objectif principal de réduire la dépendance économique, surtout sur l'Afrique du Sud de l'apartheid. En mettant d'abord l'accent sur des projets de développement dans le domaine du transport et de la communication, et plus tard dans le domaine de la sécurité alimentaire, l'énergie, l'industrie et le commerce, la conférence de coordination a connu un grand succès dans la promotion de l'indépendance parmi ses membres.

En réponse à la volonté de changer les

tendances globales et régionales, la SADCC fut transformée en Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) à travers la Déclaration et le Traité de Windhoek émis en 1992. Cette transformation d'une portée considérable a contribué au progrès du programme régional, en partant d'une coopération instable vers une intégration régionale renforcée, soutenue par des protocoles de secteur légalement liant.

A ce jour, environ 30 documents juridiques, y compris les protocoles de secteur, ont été entérinés, avec déjà un nombre important d'harmonisation avec les politiques nationales. Ce qui est plus crucial, c'est que l'importance des marchés a plus que doublé au cours des années pour compter jusqu'à 210 millions de consommateurs dans 13 états membres. Le défi est de produire des articles internationalement compétitifs afin de satisfaire l'espace économique élargi.

L'Autoroute du Trans-Kalahari, qui relie l'Afrique Australe de la côte est

**SADC TODAY**

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

Vol. 7 No. 6 Février 2005

SADC TODAY est édité six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou de SARDC. Les articles de ce bulletin peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC TODAY.

©SADC, SARDC, 2005

**Comité de Rédaction**

Chipo Muvezwa, Chengegai Madziwa,  
Chenai Mufanawejingo, Phillis Johnson,  
Bayano Valy, Clever Mafuta,  
Kudzai Sengurayi, Eunice Kadiki,  
Pamela Mhlanga, Mukundi Mutasa,  
Maidei Musimwa

**Conseillers de Rédaction**

Esther Kanaimba,  
Responsable de l'Unité SADC de  
Communication d'Entreprise  
Petronilla Ndebele, Responsable de  
l'Information à la SADC

**Rédacteur**

Munetsi Madakufamba

**Concept & Mise en page/ DTP**

Tonely Ngwenya  
Arnoldina Chironda

**Emission / Impression**

DS Print Media, Afrique du Sud

SADC Today est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration par le biais de la dissémination d'informations. Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC ainsi qu'en dehors de la région, sous forme d'articles, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible.

Les correspondances doivent être adressées à:

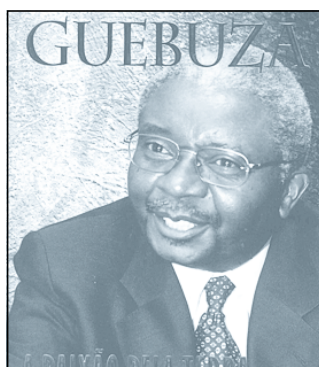
**SADC TODAY**  
**Southern African Research and**  
**Documentation Centre (SARDC)**  
**15 Downie Avenue, Belgravia,**  
**P.O. Box 5690, Harare, Zimbabwe**

**Tel: 263.4.791141**

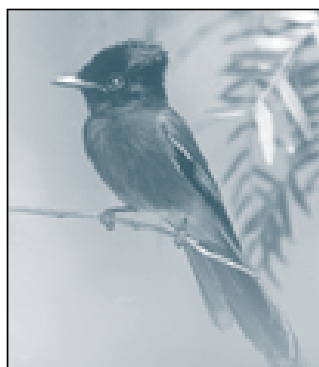
**Fax: 263.4.791271**

**Email:sadctoday@sardc.net**

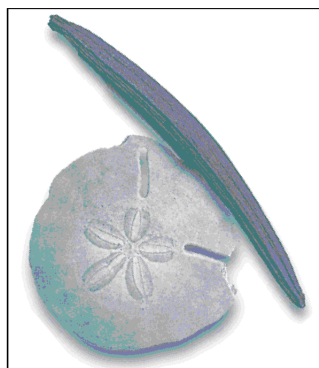
**Web:http://www.sardc.net**



**Transitions 6**



**Le corridor de Mtwara 8-9**



**Leçons tirées des Tsunami 12**



**Culture 13**

- Critique Politique: Partenariat pour le développement **3**
- Paix et Sécurité **4**
- Responsables nommés aux tris Conseils d'Administration **5**
- La Direction Africaine du Centre Sud **10**
- ODM sur la parité des sexes dans le domaine de l'éducation **11**
- La SADC lance le concours de dissertation pour 2005 **13**
- Actualités Régionales: Bulletins d'informations **14**
- Critique littéraire & publications récentes **15**
- Calendrier de la SADC, Jours fériés & Liste de contrôle des devises **16**

**Abonnez vous aujourd'hui!**

SADC Today est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$60 en dehors du continent africain, US\$35 pour le reste de l'Afrique et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique.

SADC Today est également disponible en anglais, portugais et en version électronique française.

Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter l'éditeur.

## Un nouveau partenariat pour plan de développement régional

La SADC a défini sa vision de court, moyen et long terme à travers le Plan de Développement Stratégique Indicateur Régional (PRIDS), lancé à Arusha en mars 2004. La pièce manquante dans le plan régional a été le partenariat qui pourrait mener, soutenir et contrôler sa mise en oeuvre.

Ce sera l'objectif de la Conférence Consultative de la SADC prévue du 25 au 27 avril 2005 à l'Ile Maurice – développer un nouveau partenariat avec des rôles précis pour les dépositaires clés, y compris les partenaires coopérant internationaux, le Secrétariat de la SADC, les états membres, la société civile, et le secteur privé.

Le thème principal est "Partenariat pour la mise en oeuvre du PRIDS", tandis que les sous-thèmes sont:

- ♦ commerce, libéralisation économique et développement;
- ♦ infrastructure de soutien et intégration régionale;
- ♦ développement et maintien des capacités humaines;
- ♦ sécurité alimentaire durable; et
- ♦ mise en oeuvre du Plan Stratégique Indicateur pour l'Organisme.

Des problèmes communs tels que le VIH et SIDA, la problématique des sexes et les statistiques seront discutées dans le contexte des sous-thèmes.

### Le rôle des partenaires

Le rôle du Secrétariat dans la mise en oeuvre du PRIDS est de coordonner et faciliter. Ceci sous-entend de garantir une certaine conformité avec un certain nombre d'initiatives nationales, sous-régionales et continentales ainsi que globales qui interfacent et possèdent un potentiel de synergies avec le plan de la SADC. C'est-à-dire:

- ♦ les documents sur la vision nationale;
- ♦ le Nouveau partenariat de l'Union Africaine pour le développement de l'Afrique (NEPAD); et
- ♦ les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

La mise en oeuvre actuelle à la base dépend

des dépositaires. Ainsi, une plus grande participation des états membres est critique au succès du PRIDS.

Au niveau national, les Comités Nationaux sont responsables de la mise en oeuvre et du contrôle des programmes de la SADC, ainsi que d'assurer des consultations générales et inclusives lorsque nécessaire.

Il est donc essentiel de garantir que les Comités Nationaux soient non seulement établis mais adéquatement munis en ressources et capacité afin qu'ils soient efficacement fonctionnel.

Le Secrétariat de la SADC et les Comités Nationaux sont supposés travailler avec les dépositaires clés tels que les ONGs et le secteur privé dans des partenariats variables selon le type de programme, les objectifs et le degré de mise en application. Par exemple, des participants non gouvernementaux peuvent adhérer en tant que membres des commissions techniques ou des comités d'organisation de programme, agents exécuteurs ou contracteurs.

Le secteur privé et les ONGs peuvent ajouter une énorme valeur au développement de certains programmes, en mobilisant des fonds et en participant à la mise en oeuvre. Ainsi, la création d'associations régionales du secteur privé ou de l'industrie est absolument essentielle.

En accord avec cette initiative, un Forum SADC du Secteur des Affaires a été lancé l'année dernière. Le forum est un groupement d'organisations régionales du secteur des affaires qui assumera le rôle de partenaire SADC de pointe pour le dialogue.

Le premier président et hôte du forum des affaires est la Confédération de l'Afrique Australe des Syndicats Agricoles (SACAU) basée à Prétoria,

Il est donc essentiel de garantir que les Comités Nationaux soient non seulement établis mais adéquatement munis en ressources et capacité afin qu'ils soient efficacement fonctionnel.

représentée par Ajay Vashee, président en exercice de SACAU.

La vice-présidence est assurée par les Associations de l'Industrie Minière en Afrique Australe.

De plus, la mobilisation adéquate de fonds pose un problème important sur lequel la mise en oeuvre et le rendement efficace du PRIDS dépendent. Les ressources devront provenir de sources internes et externes.

Bien qu'il n'y ait aucun doute sur l'engagement des états membres à vouloir financer le PRIDS, les contraintes de ressources auxquelles la majorité d'entre eux sont confrontés signifient que des partenaires coopérants seront appelés à jouer un rôle critique. La magnitude du PRIDS est telle qu'une participation plus substantielle des partenaires coopérants est plus que jamais nécessaire.

Ainsi, une plus grande coordination des responsabilités repose sur le Secrétariat, dont la capacité devrait être renforcée dans ce but. □

### Structure de la Conférence Consultative

La conférence consultative sera composée d'une combinaison de sessions plénières et interactives de groupes de travail divisés par sous-thèmes.

Les sessions plénières seront réunies pour les cérémonies d'ouverture et clôture officielles; les délibérations sur la mise en oeuvre du PRIDS au sein de la structure du nouveau partenariat; et les présentations de rapports par les groupes interactifs de travail.

Les délibérations dans les groupes interactifs de travail prennent en compte les problèmes communs tels que le VIH et SIDA, la problématique des sexes et les statistiques. □

Ainsi, la création d'associations régionales du secteur privé ou de l'industrie est absolument essentielle.

# La paix et la sécurité au coeur du développement

par Bayano Valy

Les experts de la défense de la SADC ont demandé qu'il y ait des liens plus étroits entre l'institution politique régionale et les organismes de planification économique afin de renforcer la mise en oeuvre du Plan Stratégique Indicateur de l'Organe sur les Affaires Politiques, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité (PSIO).

Le Secrétaire Général de la SADC, Prega Ramsami, a décrit le PSIO "comme étant le compas qui guidera notre quête pour la paix et la sécurité dans notre région", le PSIO est la ligne directrice de la région pour la mise en oeuvre du Protocole sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité.

Rassemblés en décembre, lors d'une conférence de deux jours à Maputo, capital du Mozambique, les responsables de la défense et les agences de la sécurité, les ministères des affaires étrangères, les chefs d'opérations pour la défense, la police et la sécurité entre autres, ont expliqué que pour que le PSIO fonctionne, il faut un lien direct avec le Plan de Développement Stratégique Indicateur Régional (PRIDS), schéma directeur pour le développement régional.

Cela sous entend qu'en planifiant pour le développement, les planificateurs de politiques gouvernementales doivent aussi prendre en compte les éléments de défense et de sécurité qui mènent à la paix et par conséquent au développement. Cela ne peut avoir lieu que si la sécurité et les secteurs de développement ont des liens organiques.

En d'autres mots, le PSIO ne devrait pas être indépendant du PRIDS mais devrait plutôt s'y conformer "parce que la fonction de défense et de la sécurité dans le processus de développement est de garantir que les plans de développement soient réalisés dans un climat de paix et de sécurité".

La région de la SADC a présenté des plans pour le développement de nouveaux

projets, tel que le projet sur l'énergie du corridor ouest (Western Corridor Power Project – WESTCOR) qui acheminera l'énergie à partir d'un plan hydroélectrique depuis les chutes d'Inga en République Démocratique du Congo (RDC) jusqu'en Angola, Botswana, Namibie et Afrique du Sud; et entre autres le projet sur l'énergie de Mepanda Uncua pour le développement en aval du barrage de Cahora Bassa au Mozambique, ce qui ne peut qu'accroître les bénéfices pour les populations de la région uniquement en cas de stabilité politique.

A part la RDC où l'on trouve encore quelques zones d'insécurité dans l'est du pays; l'Afrique Australe vit dans un climat de paix et de sécurité relatives. Cette perception doit prévaloir afin que la SADC continue d'attirer des investissements, et il est "nécessaire que ces investissements ne soient pas menacés".

La SADC ne peut se permettre de faire des "erreurs stratégiques" comme disait João Ndlovu, chef de l'unité des affaires

politiques, de défense et de sécurité au Secrétariat de la SADC, ajoutant que la région a besoin d'une coopération bien coordonnée en matière de défense et de sécurité pour garantir la protection de ses populations et investissements.

Pour illustrer ce point, il a choisi le scénario de l'eau, par exemple un pays en amont peut décider de détourner le cours d'une rivière, cela aurait des conséquences socio-économiques et politiques en aval.

Il est probable que le pays en aval sera forcé de prendre des mesures draconiennes qui, si elles sont mal gérées peuvent se terminer en conflit. Ici le rôle du secteur de la défense et de la sécurité dans le Système d'Alerte Rapide est très important puisqu'il "peut permettre de garder l'Etat informé sur la possibilité d'un excès d'eau duquel les décisions techniques résultantes peuvent être prises et avoir des répercussions politiques."

Les météorologues ne peuvent que donner des conseils techniques, mais les politiques de la mesure prise doivent être

assumées par le secteur de la défense et de la sécurité, d'où l'emphase mis sur une collaboration étroite entre toutes les zones et le lien organique PSIO/PRIDS au sein des structures de la SADC.

La conférence a salué le succès déjà accompli. Les partenaires internationaux ont accepté de financer encore une fois le Centre Régional de Formation pour le Maintien de la Paix (RPTC) situé au Zimbabwe et fermé depuis 2002.

"Nous avons des promesses très encourageantes pour recommencer les activités au centre" a déclaré Ndlovu.

L'on espère que le RPTC va jouer un rôle fondamental dans le cadre de la Brigade de la SADC, une force régionale de prévention qui sera créé sur recommandation de l'Union Africaine. □

## Les objectifs du PSIO

L'objectif principal du PSIO est de créer un environnement paisible et stable tant dans le domaine de la politique que dans celui de la sécurité à travers lequel la région s'efforcera de réaliser ses objectifs socio-économiques. Le PSIO pourvoit les directives générales qui expliquent clairement les activités spécifiques, conformément aux objectifs du Protocole sur les Politiques, de la Coopération sur la Défense et la sécurité, ainsi que les stratégies pour leur réalisation et la sécurité publique.

Le PSIO est divisé en quatre secteurs principaux : Politique; Défense; Sécurité de l'Etat ; et Sécurité Publique. Les objectifs généraux des quatre secteurs comprennent:

- ♦ La protection des populations et la sauvegarde du développement de la région contre l'instabilité résultant de la dégradation de l'ordre et des lois, des attaques et des conflits intra-état.
- ♦ La promotion du développement des institutions et des pratiques démocratiques à l'intérieur des territoires des Etats membres et encourager l'application des droits universels de l'homme tels que stipulés dans les chartes et conventions respectives de l'Union Africaine et de l'Organisation des Nations Unies; et
- ♦ Le développement des capacités de maintien de la paix des forces de défenses nationales et la coordination de la participation des Etats membres dans les opérations régionales et internationales de maintien de la paix. □

## Responsables nommés pour 3 des 4 conseils d'administration

Le Secrétariat de la SADC a nommé trois des quatre directeurs pour diriger les quatre piliers principaux de sa nouvelle structure au siège de Gaborone. Ceci fait parti du processus de restructuration qui a commencé il y a déjà quatre ans quand les institutions avaient été centralisées pour une meilleure gestion. Les directeurs ont pris possession de leurs nouvelles fonctions en janvier 2005. La nouvelle structure sera pleinement opérationnelle dès que le quatrième directeur (Commerce, Industrie, Finance et Investissement) aura été nommé. Le profil des trois directeurs est présenté ci-dessous.



Margaret Nyirenda Remigious Makumbe Stephen Sianga

### Alimentation Agriculture et Ressources Naturelles (AARN)

Margareth Milley Nyirenda, Directrice

Le groupe AARN comprend les domaines de coopération suivants: sécurité alimentaire, formation et recherche en agriculture, culture, production de bétail, contrôle vétérinaire, environnement et gestion des terres, pêcheries marines et fluviales, forêt, faune et flore. La majorité de ces domaines sont liés à l'agriculture et en influence sa performance.

Margareth Nyirenda possède une grande expérience dans la mise en vigueur et la formulation de politiques de gestion, ainsi que dans l'évaluation de projet. Son expérience professionnelle date de 1977 quand, pendant vingt ans, elle travaillait pour le gouvernement du Malawi dans divers ministères y compris l'agriculture.

De 1984 à 1989, elle était l'économiste principale au département de la Planification Economique et du Développement, lorsqu'elle devint directrice générale du Malawi Mudzi Fund, un projet pilote qui plus tard a fusionné dans la Société Financière Rurale du Malawi, couvrant l'ensemble du pays.

De 1992 à 1997 Nyirenda était le directeur adjoint économiste au Ministère des Finances et économiste supérieure des secteurs de l'agriculture, sécurité alimentaire et nutrition au département pour la Planification Economique et le Développement.

Elle obtint une Licence en Sciences dans le domaine de l'Agriculture de l'Université du Malawi, ainsi qu'un diplôme d'études supérieures en Production et Développement Economique de l'Université du pays de Galles, une Maîtrise en Sciences dans le domaine de l'Economie Agricole de la même université et une Maîtrise en Gestion et Politique Nationale de l'Université de Havard aux Etats Unis.

Nyirenda a rejoint le Secrétariat de la SADC en 1997 en tant qu'économiste principale et membre du bureau de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Ressources Naturelles jusqu'en mars 2002. Après la restructuration de la SADC, elle devint Superviseur (directrice par interim) de AARN jusqu'à sa nomination au poste de directeur.

Nyirenda est née au Malawi en 1955.

### Infrastructures et Services

Remigious Makumbe Directeur

La direction de l'Infrastructure et des Services comprend : les secteurs de l'énergie, du tourisme, du transport, des communications, de la météorologie et de l'eau. Le développement de l'infrastructure et des services est crucial pour la promotion et la pérennité du développement économique régional, du commerce et de l'investissement.

Remigious Makumbe est un ingénieur qui a commencé sa carrière à la Compagnie Nationale de Chemin de Fer du Zimbabwe où il a travaillé pendant 15 ans, occupant différentes positions y compris celle de directeur general adjoint par interim des opérations.

Il est ensuite parti à l'unité technique de la Commission des Transports et Communications de l'Afrique Australe (CTCAA) au Mozambique où il travaillait en tant qu'Expert Technique des Chemins de Fer. Tandis qu'il était à la CTCAA, il a participé à la formulation du Protocole de Transport, Communication, et Météorologie de la SADC et l'élaboration de la Loi sur les Investissements dans le domaine du Transport de la SADC.

Makumbe a une Maîtrise en Etude Politique des Universités de Fort Hare et du Zimbabwe, une Licence en Commerce avec spécialisation dans le domaine de l'Economie et l'Economie du Transport de l'Université d'Afrique du Sud, une Licence, avec mention, en Génie Electrique de l'Université du Zimbabwe.

Il a rejoint l'Association des Chemin de Fer de l'Afrique Australe en 1998 en tant que Directeur Général et a coordonné des initiatives pour établir un service ferroviaire coût-efficacité pour la région de la SADC.

Makumbe est né au Zimbabwe en 1955.

### Développement Social et Humain et Programme Spéciaux

Stephen Sianga, Directeur

Ce groupe couvre les domaines de développement des ressources humaines, de la santé, de l'emploi et du travail, de la culture, de l'information et du sport. Il couvre également les

programmes spéciaux, les Etats Membres de la SADC accordent priorité au développement social et humain compte tenu de son rôle crucial en tant que facteur et mesure global de développement.

Stephen Sianga a servi comme directeur à la Commission Nationale pour la Planification du Développement en Zambie entre 1989 et 1995 où il assurait la coordination du troisième Plan National de Développement de la Zambie pour le développement social et humain en éducation, santé et affaires sociales.

De 1995 jusqu'en 2002 il était le Conseiller Spécial et Principal Economiste pour le développement des ressources humaines au Secrétariat de la SADC. En 2003, il devint superviseur (Directeur par interim) au conseil d'administration du SHDSP avant sa nomination en tant que directeur en janvier 2005.

Sianga possède une grande expérience dans le développement social et humain suite à de nombreuses affectations professionnelles dans diverses organisations internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Organisation Internationale du Travail et l'Agence des Etats Unis pour le Développement International.

Il est titulaire d'une Licence dans le domaine des Etudes de Développement et d'autres qualifications post-universitaires dans le développement des ressources humaines, la gestion de la formation et la planification démographique. Il possède une Maîtrise en Gestion Economique et Planification Stratégique de Berlin, Allemagne.

Sianga est né en Zambie en 1955

### Trade, Industry, Finance and Investment (TIFI)

Poste de Directeur en voie de nomination.

Le groupe CIFI se compose des secteurs du commerce et de l'industrie, des mines, des finances et de l'investissement. Ces secteurs sont intrinsèquement reliés et peuvent aisément influencer le développement et la réduction de la pauvreté dans la région. □

# Guebuza - Une passion pour la terre

par Bayano Valy

Cette biographie trace le parcours du nouveau président Mozambicain, Armando Guebuza, du berceau à la chaise de président.

En préfaçant le livre, le président sortant Joaquim Chissano, écrit " Guebuza est une référence culturelle et politique indispensable pour ceux qui aimeraient connaître l'histoire contemporaine du Mozambique."

Il explique que Guebuza s'est distingué "en tant qu' un des piliers importants du processus de paix au Mozambique, en tant que négociateur en chef du gouvernement pour le dialogue de paix, entrepris à Rome, Italie sur une période couvrant un peu plus de deux ans"

L'ouvrage comprend huit chapitres qui décrivent la vie de Guebuza. Le chapitre un relate surtout sa naissance et son enfance. Dans le chapitre deux, l'auteur, Dr Renato Matusse, donne un bref résumé de la rencontre entre Guebuza et le premier président du Frelimo, Eduardo Mondlane. En rétrospective, la conférence de Mondlane dans une église était le signe précurseur des choses à venir.

Toutefois, c'est pendant qu'il faisait parti de l'Association Mozambicaine des Etudiants des Ecoles Secondaires (NESAM) que Guebuza a commencé à cultiver une conscience politique. Il en est devenu le président en 1963, et c'est également l'année de son adhésion au Frelimo.

Le chapitre trois décrit le premier vol de Guebuza pour la Zambie. Sa première tentative échoue lorsque lui et son groupe sont capturés dans la Rhodésie d'alors (aujourd'hui Zimbabwe) par l'impopulaire police secrète coloniale portugaise, PIDE, et renvoyés au Mozambique. Ironie du sort, c'est en détention qu'il rencontre et fraye avec d'autres détenus politiques, ceci a renforcé sa passion nationaliste.

Il est relâché, et c'est lors de sa seconde tentative qu'il atteint enfin la Zambie en passant par le Swaziland, l'Afrique du Sud, le Botswana et le Zimbabwe.

Dans le chapitre quatre, nous voyons Guebuza impliqué dans la lutte à proprement parler contre le colonialisme, d'un poste à l'autre son importance au sein du mouvement grandit. Il devient le secrétaire particulier de Mondlane et gravit les échelons jusqu'au poste de commissaire politique.

Le chapitre cinq parle du rôle de Guebuza dans le gouvernement de transition résultant des Accords de Lusaka

de 1974 signés avec les autorités portugaises. Il avait été nommé Ministre chargé de l'Administration de l'Etat responsable de l'organisation de la machinerie bureaucratique naissante, et de la création de la première force de police du Mozambique indépendant.

Le premier président du Mozambique, feu Samora Machel, l'avait nommé Ministre de l'Intérieur, ou sa connaissance acquise lors de la création de la police fut utile.

Il a contribué à la création des Groupes Dynamiques (groupes communautaires étroitement liés au Frelimo).

Le message central du chapitre six est le rôle de Guebuza dans l'élaboration de la direction du pays en matière de sécurité publique et étatique. Nous voyons Guebuza ajouter à son poste ministériel celui de commissaire politique pour la police et les forces armées.

Dans le chapitre sept, Guebuza, en tant que Ministre des Transports et Communications vers la fin des années 1980, a joué un rôle important dans le processus de privatisation des sociétés nationales liées à son portefeuille. Il était instrumental dans l'avancement du concept des couloirs de développement, alors qu'il recherchait une coopération régionale au sein de la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe de

cette époque (SADCC).

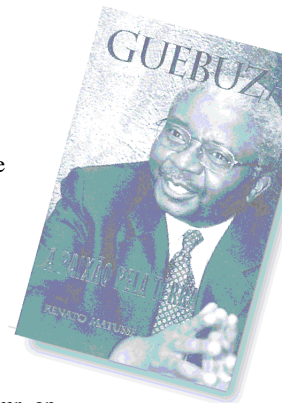
C'est ici que nous lisons qu'il a mené une délégation gouvernementale à la table des négociations à Rome, en qualité de négociateur en chef avec le mouvement rebelle de l'époque, Renamo. Il a assumé ses fonctions au point de parvenir à un accord avec la Renamo qui a culminé avec l'Accord de Paix de Rome en 1992.

Son habileté de négociateur était reconnue par feu le Président de la République Unie de Tanzanie, Julius Nyerere, qui l'avait nommé pour présider la Commission sur l'origine des causes de conflit au Burundi.

Le chapitre huit décrit la trajectoire de Guebuza en tant que leader du groupe parlementaire de Frelimo dans l'Assemblée de la République, le Parlement du Mozambique, d'où son élection au secrétariat général du parti en décembre 2001 suite à l'annonce faite par Chissano de se retirer. □

Guebuza: *A paixão pela terra* est publié par Macmillan Mozambique, 2005, en Portugais.

Email macmillanmoc@teledata.mz



## Guebuza succède à Chissano

Armando Guebuza a gagné 63,74 pour cent des voix lors des élections générales du Mozambique en décembre 2004, contre 31,74 pour cent pour son plus proche rival, le leader de la Renamo, Alfonso Dhlana, s'octroyant de ce fait le droit de succéder à Joaquim Chissano en tant que président.

Le Frelimo a obtenu 160 sièges sur les 250 sièges de l'Assemblée Nationale contre 90 pour la Renamo. Ceci sera fondamental pour le vote de projets de lois et s'il arrivait que six députés de la Renamo se désistent, le Frelimo aurait la majorité absolue.

Le gouvernement sortant a réussi à réduire la dépendance du Mozambique vis-à-vis des bailleurs de fonds de 60 à 50 pour cent du budget de l'Etat, et le nouveau président aura recours à ses connaissances. Guebuza a déclaré que son premier important défi à relever, sera "de renforcer l'amour-propre des mozambicains pour agir de leur propre chef et avoir foi en leurs propres idées".

D'autres défis incluent le maintien de la croissance

économique et la réduction de la pauvreté, la réforme du secteur public, le développement du secteur privé, le chômage et le VIH et SIDA.

## Le Mozambique compte 33 pour cent de femmes au Parlement

Les élections générales de 2004 au Mozambique ont vu l'élection d'un plus grand nombre de femmes qu'en 1999, augmentant la représentation des femmes au parlement de 31 à 33 pour cent. Le Frelimo compte 66 femmes élues au Parlement sur un total de 160 députés soit 41,2 pour cent. Le nombre de femmes au gouvernement était de 55 en 1999.

Lors du processus interne des élections des représentants des parties, le Frelimo a adopté "la tactique du zèbre", alternant hommes et femmes sur les listes du parti. Les femmes étaient à la tête des listes Frelimo dans six circonscriptions électorales sur un total de treize.

## Stratégie 2005 pour le développement régional de la SADC

*suite de la page 1*

Législatives et Règlementaires de la SADC, une réunion d'experts tenue l'année dernière a proposé une structure modèle qui "sera examinée dans une réunion improvisée des Ministres des Mines avant mars de cette année"

La sécurité alimentaire demeure une priorité absolue pour le Conseil Administratif sur l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (AARN) en 2005.

La situation dans la majorité des pays s'est améliorée par rapport aux années précédentes et les Etats membres continuent d'honorer leurs engagements entérinés dans la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire. La Déclaration cherche à stimuler la production agricole dans la région.

Un système de suivi a récemment été adopté pour contrôler la mise en oeuvre des engagements pour le Plan d'Action. Des efforts sont entrepris pour établir une Facilité Régionale pour une Réserve Alimentaire comme convenue dans la Déclaration de Dar es Salaam. Conformément à la Déclaration, une Stratégie Régionale pour le Contrôle des Animaux Nuisibles Migratoires est en cours de formulation pour réduire le nombre de cailles, sauterelles rouges, chenilles et animaux térébrants plus larges.

En vue d'ouvrir de nouveaux marchés aux fermiers de la région, une réunion a été

### La SADC marque son Jubilé d'argent

*suite de la page 1*

du Mozambique à la côte ouest de la Namibie, est juste un des nombreux projets d'infrastructure lancés par la SADC.

Sur le front politique, des institutions démocratiques plus solides ont émergé tel que démontré par le nombre croissant d'élections régionales régulières à partis multiples. Cependant les défis politiques, demeurent en Angola où les premières élections post-guerre civile sont bientôt prévues, et la République Démocratique du Congo dont les élections sont prévues plus tard cette année.

La gageure la plus difficile a été l'éradication de la pauvreté, accompagnée du fléau du VIH et SIDA. En général, la performance économique régionale n'a pas été suffisante pour améliorer les standards de vie de la majorité des citoyens. Mais de récentes réformes structurelles qui ont culminé vers une structure de gestion centralisée et une vision plus élaborée ont placé la SADC sur la voie de la compétition globale. □

organisée l'année dernière pour sensibiliser sur la Culture pour l'Energie.

"La production de l'éthanol (à partir de la canne à sucre) et le bio-diesel (à partir des cultures oléagineuses) pourraient créer de nombreux emplois au niveau rural et simultanément accroître la capacité régionale en production d'énergie" remarque le Secrétaire Général de la SADC.

Pour ce qui est de l'environnement et de la gestion des terres, un partenariat impliquant la SADC, le Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe (SARDC) et l'Union Mondiale pour la Préservation (IUCN) travaille sur le second rapport traitant des Perspectives de l'Environnement en Afrique Australe dont le lancement est prévu au cours de la Conférence Consultative du mois d'avril.

Le rapport indiquera, entre autres choses, l'état actuel et les tendances des divers aspects de l'environnement, les pressions et les réponses politiques sur les questions environnementales dans la région. Il "présentera la vision future de l'environnement dans la région en se basant sur l'analyse de scénario et donnera des recommandations contribuant à la réduction de la pauvreté".

La priorité absolue pour le Conseil d'Administration des Infrastructures et des Services est d'éviter une crise potentielle de l'énergie étant donné que la région entrevoit d'ici 2007 la réduction de sa capacité de surplus de production. C'est pourquoi de nouveaux projets sont en court de développement afin de prévenir les pénuries.

Le Conseil d'Administration fait la promotion du développement de l'infrastructure routière avec l'accent sur l'amélioration des "liens régionaux inexistant", les ponts et la réhabilitation des routes au sein de la structure de la Stratégie de Développement des Corridors.

La meilleure pratique de cette stratégie est le Développement du Corridor de Maputo qui a vu des investissements substantiels dans l'infrastructure du transport et des communications, la création d'entreprises y compris le projet pilier, la Fonderie Mozambicaine d'Aluminium (Mozal) à Maputo, ainsi que la création d'emplois le long du corridor. Des corridors similaires ont été créés ailleurs dans la région.

D'autres projets sont pour but d'établir des systèmes de communication peu onéreux et efficaces et un approvisionnement en eau nécessaires pour soutenir l'industrie et le commerce dans la région tout en attirant les touristes.

La création d'un Visa Unique (UniVisa) est à l'étude, comme moyen de promotion du tourisme intra-SADC et pour accélérer l'intégration régionale. Une étude sur

l'harmonisation des Lois de l'Immigration, des Règlements et des Procédures va être lancée.

En ce qui concerne le Conseil d'Administration du Développement Social et Humain, les efforts sont intensifiés pour "aborder la difficulté d'améliorer la disponibilité des ressources humaines éduquées, compétentes, saines, informées et culturellement sensibilisées et productives."

A cette fin, un Programme SADC Intra-régional pour le Développement des Compétences a été développé pour améliorer la disponibilité des spécialistes compétents et qualifiés dans le cadre des secteurs prioritaires de développement de la région SADC. □

### Protocole sur les Finances et l'Investissement

L'année dernière, les cadres supérieurs du Trésor se sont réunis deux fois pour étudier le projet du Protocole d'Investissement et des Finances (PIF) avant de le présenter aux différents Ministres des Finances. L'objectif stratégique du PIF est de contribuer à l'établissement d'un Marché Commun Régional où la libre circulation de capitaux, travail, articles et services serait de mise.

Le PIF facilitera l'intégration régionale, la coopération et la co-ordination à l'intérieur des secteurs de finances et d'investissement de la région de la SADC. Les documents préparés par plusieurs Commissions Techniques sur l'Investissements et des Finances ont été convertis en annexes, qui constituent une partie intégrale du Protocole. Par conséquent, les annexes seront exécutives pour les Etats membres.

Un projet de Structure de Mise en oeuvre du PIF a également été élaboré en tenant compte des objectifs du PRIDS.

### Energie

D'ici 2007, la région SADC aura épuisé la capacité de production de surplus si aucun nouveaux projets de production ne sont mis en place d'ici là. Le Fond Commun d'Energie de l'Afrique Australe (FCEAA) a rédigé une liste de projets à court et long termes pour prévenir cette crise imminente. Ces projets comprennent :

- ♦ L'interconnexion du Malawi au SAPP via le Mozambique ;
- ♦ L'interconnexion de la République Unie de Tanzanie au SAPP via la Zambie ;
- ♦ La réfection du lien existant entre la Zambie et la RDC.
- ♦ L'interconnexion de l'Angola via la proposition de Projet du Corridor Ouest de l'Energie et l'établissement du lien Zambie-Namibie.

# Quatre pays, un peuple, un corridor de déve

Un nouveau corridor de développement tient la promesse de prospérité pour une région jusque là sous développée au coeur de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC).

Les dirigeants de quatre pays membres de la SADC se sont rencontrés vers la fin de l'année 2004 pour signer la structure légale qui devrait faire du corridor de développement de Mtwara une réalité et améliorer le quotidien des populations qui vivent dans les provinces du nord du Malawi et du Mozambique, les provinces du nord et de l'est de la Zambie, et les régions sud de la République Unie de Tanzanie.

L'objectif de l'initiative du corridor de Mtwara est de promouvoir le commerce, l'investissement et le tourisme dans les quatre pays et d'accroître le développement par l'intégration de routes, électricité et autres infrastructures.

Sept ans auparavant, reconnaissant l'énorme potentiel de développement et le besoin de s'attaquer au problème de la pauvreté dans la zone, les quatre gouvernements ont décidé de travailler ensembles pour ouvrir et développer le corridor en tant que projet régional.

"Nous sommes également conscients du fait que notre peuple le long de ce corridor, dans les quatre pays, sont en réalité un seul peuple, un peuple africain, uniquement séparé par les barrières coloniales dont nous avons hérités," a expliqué le Président Tanzanien Benjamin Mkapa lors du lancement. "Ce corridor doit être le début d'efforts conjugués pour les unifier étroitement en tant que peuple, et partenaires dans le développement."

Mkapa a ajouté que c'est une "grande satisfaction personnelle et un plaisir "d'avoir un document légal qui lie officiellement nos pays et démontre à notre peuple et à nos

partenaires externes de développement notre ferme engagement de passer à l'action." Cependant, il a averti que, "la volonté politique dont nous avons fait preuve aujourd'hui doit désormais être traduite en un processus de mise en oeuvre mesurable et ponctuelle."

Le sommet inaugural et le lancement du Corridor de Développement de Mtwara avait été accueilli par le Président Bingu Wa Mutharuka à Lilongue, où en plus de Mkapa, étaient présents les Présidents de la Zambie et du Mozambique, Levy Mwanawasa et Joaquim Chissano respectivement.

Mkapa a déclaré que les quatre dirigeants s'engageaient sans réserve à travailler ensembles, en tant que gouvernements, "en partenariat avec les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et le secteur privé afin de débloquent le potentiel de développement de ce corridor" par la construction ou l'amélioration des infrastructures telles que les routes, les ponts, les ports, les lignes de chemins de fer, la télécommunication et les aéroports.

"Nous avons aussi pris l'engagement d'un partenariat privé-public afin d'exploiter les abondantes ressources naturelles le long du corridor, tels que les minéraux, l'énergie, l'agriculture, la sylviculture, le pisciculture et le tourisme. Nous sommes confiants que les liens économiques qui émaneront de toutes ces activités ouvriront de nombreuses opportunités pour l'auto-développement de notre peuple."

Il a exhorté à soutenir "cet effort régional pour la réduction de la pauvreté et le développement" qui aidera à accélérer l'intégration régionale, reconnue comme étant deux problèmes clés que les quatre pays devront rapidement adresser. Ces derniers doivent garantir que priorité soit accordée au commerce officiel entre les pays; et assurer l'identification par chaque pays des projets piliers de sa zone.

"Ces projets devront avoir une connexion régionale directe, dont plus d'un pays pourraient bénéficier; et avoir un impact économique direct et rapide sur les revenus et le bien être social des populations résidant

## Pontage de la Ruvuma

"...une tâche historique aussi bien qu'une obligation de développement" Mkapa

par Bayano Vally

Le Mozambique est séparé de la République Unie de Tanzanie par la rivière Ruvuma, sans aucun pont pour évaluer leur long passé commun. C'est désormais chose ancienne puisque les deux pays ont amorcé le pontage physique de la rivière qui divise (ou unie) leur population.

Le Pont de l'Unité, dont la conception s'étend sur plus de 30 ans, pourrait devenir réalité au début de l'année 2008.

Les présidents des deux pays se sont rencontrés à Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado au Nord du Mozambique, afin de signer un accord d'intention pour la construction d'un pont de 600m de long qui lierait les deux pays. Le projet, y compris cinq kms d'artères d'accès de chaque côté du pont, est supposé coûter 33USD millions.

Le premier concept a été conclu en 1977, deux ans après l'indépendance du Mozambique, et a été amélioré en 1981. Un mémorandum d'accord de mise en oeuvre commune a été signé en 2002. On espère que les travaux commenceront en Septembre 2005, et dureront deux ans et demi.

S'adressant à l'assemblée pendant l'évènement de Pemba, l'ancien président mozambicain Joachim Chissano a souligné que, à part le fait d'être géographiquement connecté, le Mozambique et la Tanzanie possèdent des liens historiques, culturels, sociaux, politiques et économiques qui remontent à l'histoire coloniale et pré-coloniale.

Dans les années 60 et 70, la République Unie de Tanzanie a accueilli et soutenu les soldats mozambicains de la libération jusqu'à l'Indépendance en 1975, et a également fournit des troupes pour aider les mozambicains à lutter contre l'agression de la Rhodésie voisine et plus tard de l'Afrique du Sud.

Mkapa a commenté que le pont est "une tâche historique aussi bien qu'une obligation de développement" et a souligné que ni le Mozambique ni la Tanzanie ne peuvent être si démunis pour ne pas pouvoir financer un projet aussi important et unifiant.

Chissano a décrit le pont comme "une étape importante vers la matérialisation de ce qui était la grande vision de nos fondateurs de gouvernements, feus présidents Samora Machel et Julius Nyerere - un lien routier entre nos pays."

"Les bénéfices du Pont de l'Unité ne se limiteront pas à rapprocher les populations de notre région, mais de l'Afrique entière avec tous les déroulements positifs qui en découlent et contribuent au développement," conclut Chissano.



# veloppement > Mtwara

dans ces régions.”

Le président Mwanawasa a convenu que l'initiative était en accord avec la politique de la SADC qui est de promouvoir le commerce transfrontalier à travers l'intégration de réseaux de transport, et qui serait bénéfique à plusieurs provinces de la Zambie en faisant la promotion du développement de l'agriculture locale, de la pisciculture, du tourisme et des secteurs miniers.

Il a expliqué que, la Zambie en tant que pays enclavé, doit poursuivre une politique de coopération régionale, comme étant l'unique moyen de maximiser l'utilisation des infrastructures de transports et les capacités institutionnelles.

L'hôte, Président Mutharika du Malawi, a insisté sur le fait que le succès du corridor dépendra de la confiance et participation du secteur privé.

## Plan d'Action à Court Terme

Le Pont de l'Unité est un des projets du Plan d'Action à Court Terme soumis par la SADC au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), pour l'étude de faisabilité technique et économique y compris les plans préliminaires, en vue de la construction d'une nouvelle artère routière reliant le Mozambique à la République Unie de Tanzanie.

Plusieurs autres projets régionaux du Plan d'Action à Court Terme auront un impact sur le Corridor de Mtwara, tels que des plans pour la coordination d'un système de transport de marchandises et de passagers pour les trois pays en bordure du lac, que chacun appelle d'un nom différent - Malawi/ Nyasa/ Niassa.

D'autres sont des projets de postes d'arrêts frontaliers, de contrôle de gestion du cargo de véhicules, de programme de sécurité routière, d'aménagement de la sécurité aéroportuaire, de services consultatifs maritimes, et de développement d'une stratégie régionale pour des installations portuaires destinées à la réception de déchets de bateaux.

## Les Projets de Développements sous l'Initiative de Développement Spatial du Corridor de Mtwara comprennent

- ♦ Le Pont de l'Unité sur la rivière Ruvuma entre Negomano au Mozambique et Mtambaswala du côté de la Tanzanie ;
- ♦ La route de Mbamba Bay longue de près de 900 km depuis le lac Malawi/ Nyasa à Mtwara qui reliera efficacement le Malawi, la Tanzanie et le nord du Mozambique ;
- ♦ Un oléoduc sur la même route depuis le port de Mtwara jusqu'à Mbamba Bay ;
- ♦ Un ferry à grande capacité reliant Mbamba Bay à Mkhata Bay à travers le lac du Malawi ; et
- ♦ L'extension d'un port en eau profonde, un port à Mtwara et l'amélioration des opérations.

Il y a également des plans d'interconnexions des réseaux d'énergie de la Zambie, du Malawi et de la Tanzanie; et l'exploitation de l'énorme réserve de charbon de Mchuchuma pour la production d'énergie qui pourrait compléter l'énergie fournie au Malawi et Mozambique.

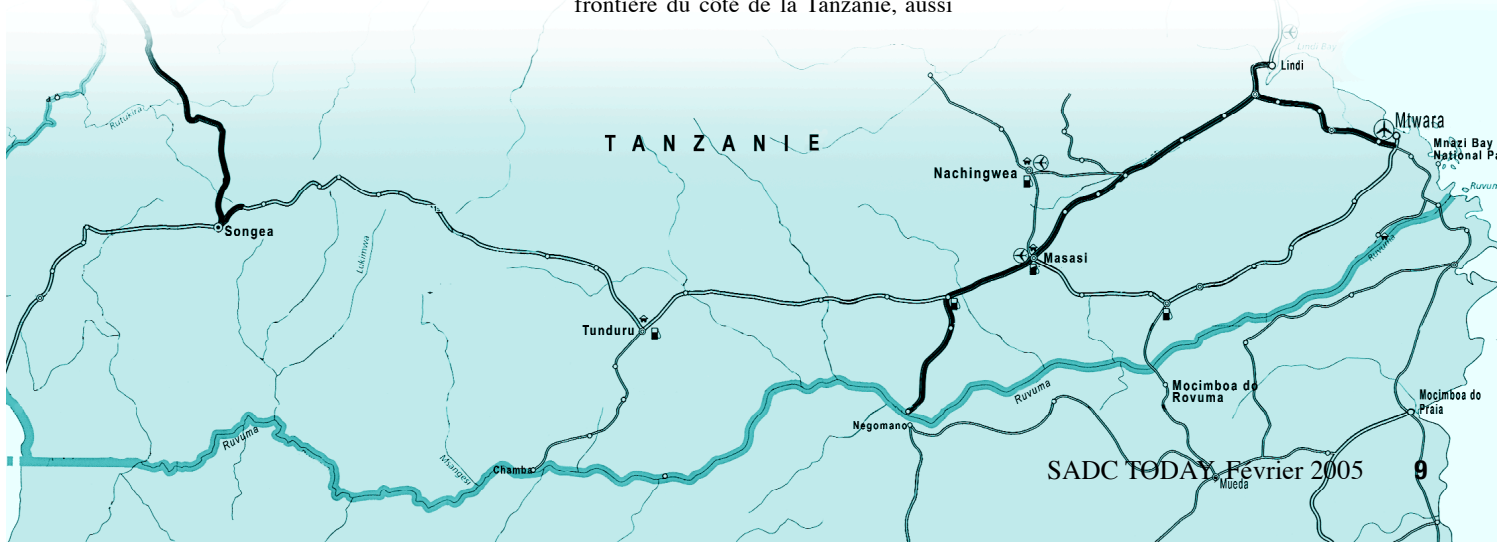
## Potentiel du Développement Touristique

Le Corridor de Mtwara possède un potentiel touristique unique avec des plages en parfaite condition, et des eaux claires de l'Océan Indien, un parc marin, ainsi qu'une zone de préservation à l'intérieur des terres, et des zones de plaisance en eau douce sur le lac.

- ♦ Le Parc Maritime de Mnazi Bay possède un écosystème marin abondant avec un haut niveau de biodiversité (plus de 400 espèces marines jusque là identifiées) s'étendant vers le sud depuis Mtwara jusqu'à la frontière du Mozambique
- ♦ Mikindani, avec son fameux marché aux esclaves et les vestiges de la prison, était le terminus pour les caravanes d'esclaves venant de l'intérieur des terres et traversant le lac pour s'enfoncer en Afrique centrale vers la fin du 15<sup>ème</sup> au 18<sup>ème</sup> siècle.
- ♦ Trois réserves d'animaux, le long de la frontière du côté de la Tanzanie, aussi

bien que la plus grande réserve au monde, la réserve de Selous un peu plus au nord, et juste au sud de la frontière du Mozambique se trouve la réserve isolée de Niassa.

- ♦ S'étendant sur plusieurs centaines de km, entre les deux réserves se trouve un corridor naturel des éléphants, le Corridor Ouest qui a une Zone de Gestion de la Faune, le contrôle et la gestion se faisant au niveau du village.
- ♦ Les peuples du plateau de Makonde sont bien connus pour leur sculpture traditionnelle ouvragée du bois d'ébène.
- ♦ Plus d'une douzaine d'espèces de dinosaures ont été déterrées des grands espaces de dinosaures à Tendunguru il y a environ un siècle y compris un squelette complet du plus grand dinosaure connu, le brachiosaurus brancai, actuellement exposé au Musée d'Histoire Naturelle à Berlin.
- ♦ Le lac Malawi/ Nyasa/ Niassa, d'une longueur de 560km, d'une largeur maximale de 75 km, profondeur maximale 706 mètres. Lac le plus profond de la région australe, il est associé à la formation de la Vallée du Rift, et est utilisé en priorité comme source d'approvisionnement en eau douce, et pour le transport, le tourisme et la pêche. Un peu plus au nord au sommet du lac se trouve le plateau de Kitulo bien connu en tant que "fleurs de Seregenti" et qui deviendra bientôt un parc national.
- ♦ Il y a un potentiel touristique des deux cotés de la Ruvuma avec des sites de la guerre de libération du Mozambique notamment à Nachingwea qui était le camp principal d'entraînement militaire pour le Front de Libération du Mozambique (Frelimo). Pour cette raison, la zone était fermées aux visiteurs de 1960 à 1970. □



## Direction africaine au Centre Sud

En janvier 2005, Professeur Yash Tandon a été nommé Directeur Exécutif du Centre Sud à Genève.

Professeur Tandon est Ougandais résidant au Zimbabwe depuis 1982, où il a établi SEATINI- l'Institut d'Information et Négotiations du Commerce pour l'Afrique de l'Est et Australe.

SEATINI est une initiative pour renforcer les capacités de l'Afrique afin de prendre efficacement part dans le système émergent du commerce mondial et mieux gérer le processus de globalisation. Il cherche à développer une capacité de négociateurs commerciaux africains pour mieux négotier à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), pour un système juste, équitable et équilibré du commerce international.

Sa mission est de fortifier l'Afrique dans le Monde du Commerce par le développement d'un système de commerce ouvert, équitable, respectueux des règles, transparent, sûr, non discriminatoire et prévisible.

Prof. Tandon a auparavant enseigné dans plusieurs universités, y compris Makerere en Ouganda et à l'Université de Dar es Salaam, et a abondamment écrit sur l'économie politique africaine, et les relations internationales.

Il est un des membres fondateurs du Réseau International du Groupe Sud International (ISGN), qui cherche à aborder les problèmes d'intérêts communs tels que le commerce, l'aide, la dette, les relations de parité des sexes, les problèmes environnementaux et la résolution de conflit.

Prof. Tandon a rejoint le Centre Sud à une période où il met l'accent sur l'acuité du besoin d'une plus grande capacité dans le Sud afin d'édifier des relations commerciales équitables, et de renforcer les capacités de négociation avec les institutions financières internationales.

Le Centre Sud a évolué à partir du travail et de l'expérience de la Commission du Sud, et de la

reconnaissance du besoin de renforcer la coopération Sud-Sud. Il a été établi en 1995, et son Président fondateur était feu Mwalimu Julius K. Nyerere, premier Président de la République Unie de Tanzanie.

Le rapport de la Commission Sud a insisté sur le fait que le Sud n'est pas bien organisé au niveau mondial et par conséquent n'a pas été efficace dans la mobilisation de son expertise considérable combinée et son expérience ou son pouvoir de négociation

Le Centre Sud a donc l'intention de satisfaire à ce besoin pour l'analyse des

problèmes et expériences de développement, ainsi que de fournir le soutien intellectuel et politique requis par les pays en voie de développement pour une action collective et individuelle dans l'arène internationale.

Le Centre Sud est un organisme intergouvernemental des pays en voie de développement, et compte actuellement 48 pays membres. Le Centre sert le Sud dans son ensemble, sans distinction de type d'adhésion et essaye d'en assurer l'accès à tous les pays en voie de développement. Le Président actuel est l'ancien Secrétaire Général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, de l'Egypte. □

## Le Sud Africain Moosa se retrouve au poste le plus élevé de l'IUCN

L'Afrique Australe a encore prouvé sa force de conservation en ayant un des siens, le Sud Africain Mohamed Valli Moosa, élu Président de l'une des organisations environnementales les plus influentes au monde, IUCN- l'Union pour la Préservation Mondiale.

Il a été élu par 432 voix contre 199, par un solide soutien dû à la confiance de la communauté globale de préservation pour son expérience, sa perspicacité et ses capacités. Il a battu son opposant Parvez Hassan du Pakistan.

Dr Hillary Masundire du Zimbabwe, a retenu la présidence de la Commission de Gestion des Ecosystèmes. Il n'avait pas d'opposant. Les deux ont été élus au cours du 3ième Congrès IUCN sur la Préservation Mondiale tenu à Bangkok en Thaïlande, en fin novembre 2004.

Moosa, ancien Ministre Sud Africain des Problèmes de l'Environnement et du Tourisme est appelé à diriger et soutenir durant les quatre prochaines années, l'Union de plus de 1000 organisations membres gouvernementales et non-gouvernementales.

Selon une déclaration de l'IUCN, l'élection de Moosa représente la confiance des membres sur ses capacités pour accroître le bien fondé et l'impact du plus grand réseau de préservation au monde, tandis que l'Union continue d'augmenter le nombre de ses membres et s'engage vers de nouveaux secteurs y compris la communauté des affaires et aborde de nouveaux problèmes de préservation tels que la réduction de la pauvreté.

“La préservation de la nature est l'affaire de tous. Nous réussissons si nous continuons à élargir notre vision et à impliquer plus de personnes. Je voudrais que chaque individu devienne plus conscient de la préservation de la nature; nous devons l'imprégner dans nos pratiques et personnalités.” a déclaré Moosa après son élection.

Il est né à Johannesburg en 1957, a obtenu une Licence en Sciences avec spécialisation en Mathématiques et Physiques de l'Université de Durban-Westville en 1978. Il a occupé plusieurs fonctions dans des organismes nationaux et internationaux y compris, le Conseil Chargé du Programme de l'Environnement des Nations Unies, la Conférence Ministérielle de l'Afrique sur l'Environnement et le Fond des Affaires Sud Africain.

Il a été reconnu internationalement en sa qualité de négociateur clé durant la rédaction de la nouvelle constitution de l'Afrique du Sud et à travers ses compétences dans la médiation du Sommet Mondial sur le Développement Durable, à Johannesburg en 2002 et au 5ième Congrès Mondial IUCN sur les Parcs, à Durban en 2003. Ces deux réunions se sont tenues en Afrique du Sud grâce son initiative et ses efforts.

L'Afrique Australe, démontrant l'unité de ses forces, a totalement soutenu sa candidature. Le reste du continent africain a apporté son appui à Moosa afin que pour la première fois dans l'histoire de l'IUCN, ce poste revienne en Afrique. □

## Dévoilement des ODMs sur la parité des sexes dans le domaine de l'éducation

Le défi d'atteindre la référence fixée pour 2005 de parvenir à la parité des sexes en éducation primaire et secondaire demeure décourageante pour certains pays de la SADC, tandis que d'autres ont ou bien atteint ou sont sur la voie d'atteindre leur objectif. Une analyse de Saenna Chingamuka et Washinton Midzi

La référence a été fixée en 2000, lorsque huit Objectifs du Développement du Millénaire (MDGs) ont été adoptés par des leaders mondiaux en tant que structure d'évaluation des progrès de développement mondial jusqu'en 2015.

Le but, en seconde position sur la liste, vise à l'élimination de la disparité entre les sexes aux niveaux de l'éducation primaire et secondaire, de préférence d'ici 2005 et à tous les niveaux de l'éducation pas plus tard que 2015. Ceci est lié avec le troisième ODM qui met l'accent sur la promotion de l'égalité des sexes et l'habilitation des femmes.

Les indicateurs à atteindre du second et troisième ODMs comprennent la proportion de filles et de garçons, de l'enseignement primaire au tertiaire, les proportions nettes d'inscription et entre autres, le pourcentage d'alphabétisation du sexe féminin par rapport au sexe masculin (15-24 ans).

Alors que la parité, en soit, est un objectif critique, elle doit être accompagnée d'une égalité totale des sexes dans tous les aspects de l'éducation et à tous les niveaux.

Selon le rapport UNESCO 2003/ 2004 "l'égalité complète des sexes dans l'éducation sous entendrait qu'il est donné aux filles et aux garçons les mêmes chances d'aller à l'école et de jouir des mêmes méthodes d'enseignements, de programmes et d'une orientation académique non affectées par les préjugés sexuels."

Bien que guidées par les ODMs, les politiques du domaine de l'éducation des pays de la SADC s'inspirent de la Convention sur l'Élimination de Toutes Formes de Discriminations Contre les Femmes (CEDAW), qui contient l'ensemble le plus compréhensif d'obligations légalement applicables sur l'égalité des sexes dans le domaine de l'éducation. Tous les pays de la SADC ont ratifié la CEDAW.

En 1997, la Déclaration de la SADC sur la Problématique des Sexes et le Développement renforce la CEDAW, en reconnaissant le besoin d'accroître "l'accès à une éducation de qualité pour les femmes et les hommes, en éliminant les stéréotypes sur les différences de sexe dans le curriculum, les choix de carrières et de professions."

Une vue d'ensemble des progrès des pays de la SADC montre que des pays tels que le Botswana, le Malawi, l'Ile Maurice, la Namibie, la République Unie de Tanzanie et le Zimbabwe sont parvenus à la parité des sexes au niveau de l'éducation primaire; toutefois, le Swaziland ressort comme le seul pays qui soit parvenu à la parité en éducation secondaire.

Il existe, cependant, du retard dans le maintien de la parité des sexes en éducation ou dans l'accélération des progrès là où l'objectif n'a pas encore été atteint. Dans la majorité des pays de la SADC, les difficultés économiques aggravées par la persistance des sécheresses et la pandémie du SIDA, entre autres, ont contribué au déclin des standards éducatifs, au niveau des inscriptions et de l'alphabétisation.

Le Botswana, le Malawi, la Namibie, et le Zimbabwe ont introduit et maintiennent la réadmission des filles qui ont dû abandonner l'école à la suite de grossesses comme mesure contribuant à l'équilibre et l'équité des sexes dans le secteur de l'éducation tout en offrant les mêmes opportunités d'éducation.

La Zambie a mis en application une politique d'action positive, qui introduit une proportion égale (50:50) d'admission entre les filles et les garçons au niveau du Cours Préparatoire ainsi qu'un plan spécial de bourse pour les filles au niveau scolaire primaire et secondaire, une approche visant à assurer l'égalité des sexes dans l'éducation primaire.

La tendance d'admission en Namibie est encourageante avec en 2001, un total d'admission dans les écoles primaires et secondaires montrant une augmentation de 8 pour cent par rapport au chiffre de 1997 et 43 pour cent d'augmentation comparé aux statistiques de la période de l'indépendance.

Selon le Rapport 2003 des Nations Unies sur le Développement Humanitaire, le Lesotho est en voie d'atteindre l'objectif de parité des sexes dans le domaine de l'éducation. Il y a plus de filles que de garçons admises à tous les niveaux de l'éducation et le ratio fille-garçon augmente au niveau de l'éducation supérieure à 1,74 pour les inscriptions 2000/01 au niveau tertiaire comparé à 102 pour les inscriptions dans le primaire.

Dans certains pays comme la Zambie, les rapports du Ministère de l'Éducation indiquent un déclin de 75 pour cent en 1990 à 70 pour cent en 2002 pour les niveaux d'alphabétisation entre 15 et 24 ans. Le taux pour le sexe féminin est tombé de 71 pour cent en 1990 à 66 pour cent en 2000. Le coût élevé de l'éducation et l'instabilité économique lié au programme d'ajustement structurel ont été en partie les causes de ce recul.

A travers la région, les filles en milieu rural ont probablement un surcroît de travail à la maison. Avec la menace actuelle d'insécurité alimentaire dans la région, l'assistance des filles est normalement requise à la maison et dans les champs.

L'une des plus grandes difficultés est le VIH/ SIDA qui est une menace pour le système éducatif de la région. Les fonds qui devraient servir pour l'éducation sont souvent utilisés pour les soins palliatifs des personnes malades ou pour les dépenses journalières. Les filles sont souvent les premières à abandonner les études pour s'occuper des malades.

### Objectif 2 : Suppression de la disparité des sexes dans l'éducation au niveau du primaire et du secondaire, de préférence vers 2005 et à tous les niveaux de l'éducation au plus tard en 2015

2005 est une année particulièrement significative puisqu'un Sommet des Nations Unies se tiendra en septembre pour évaluer les progrès faits depuis la Déclaration du Millénaire en 2000, et les gouvernements de la SADC sont appelés à présenter un rapport sur leurs accomplissements.

Il est donc très urgent que des actions effectives soient conçues là où des progrès significatifs n'ont pas eu lieu vers l'atteinte de la parité des sexes dans le secteur éducatif et, là où la parité existe, qu'une totale égalité des sexes dans tous les aspects de l'éducation puisse être soutenue et renforcée. □

## Les leçons tirées du Tsunami pour l'Afrique Australe

par Mukundi Mutasa

Le tsunami qui a dévasté les régions côtières de l'Asie à la fin de l'année 2004 a laissé dans son sillage plusieurs leçons pour l'Afrique Australe non seulement pour l'alerte précoce mais aussi pour la protection naturelle.

L'énorme vague marine qui a déferlé au dessus des mers depuis l'Indonésie, le Sri Lanka et l'Inde jusqu'à l'Océan Indien et la côte de l'Afrique de l'Est était le résultat d'un tremblement de terre

mesurant 9.0 sur l'échelle de Richter, ce qui a entraîné une destruction massive et la perte de vies spécialement sur les côtes asiatiques.

Le nombre des morts causés par le tsunami ("vague de l'horreur" en japonais) est passé à 250.000 et un grand nombre de personnes sont portées disparues.

Le désastre a causé la mort de 10 Tanzaniens pris au dépourvu sur les plages de Dar es Salaam ainsi que deux autres personnes dans les îles basses des Seychelles. A Madagascar au moins 1200 personnes ont été déplacées. Les décès de onze sud-africains qui se trouvaient dans les pays asiatiques ont été confirmés et

quatre sont portés disparus, tandis que l'on a retrouvé la trace de 2900 autres. On craint la mort de deux touristes zimbabwéens en Asie.

Les vagues qui ont frappées Dar es Salaam étaient d'une puissance amoindrie puisqu'elles avaient traversé environ 5000 km depuis l'épicentre du tremblement de terre à la vitesse de 1000km/h. Les dégâts causés sur les côtes africaines étaient de ce fait moins considérables comparé à ceux de la région asiatique. Le gouvernement Tanzanien a réagi promptement afin d'éviter plus de dégâts à Zanzibar en invitant la population à se tenir loin des plages.

La région de la SADC a répondu par une offre d'assistance au désastre en Asie. Le Mozambique, pays qui avait été dévasté par les inondations catastrophiques d'*El Niño* en 2000 a fait un don symbolique de 100.000 \$US en réponse à l'appel de l'aide humanitaire et l'Union Africaine (UA) a promis la même somme.

La Société sud africaine de la Croix Rouge a lancé un appel de fonds pour 10 millions de Rands (approximativement 1.6 million US\$). Dans d'autres pays de l'Afrique Australe, les dons étaient enregistrés par le biais des sociétés locales de la Croix Rouge et le bureau régional de la Croix Rouge au Zimbabwe.

Alors que les ressources humanitaires étaient déversées dans les régions dévastées, il y a eu des indications que ceci aurait des répercussions sur la disponibilité des ressources pour le développement globalement disponibles. Cependant, il est prévu que des ressources supplémentaires soient allouées aux systèmes de gestion de désastres, l'alarme précoce et les ressources côtières.

Les environnementalistes expliquent que le tsunami était un désastre auquel on pouvait s'attendre, non pas parce qu'on pouvait le prévoir, mais à cause des dégâts qui auraient pu être limités avec une meilleure gestion de notre environnement, en particulier les conséquences de la destruction de la mangrove et des récifs de corail, qui selon les experts aident à protéger les côtes contre la mer et les tempêtes.

Le directeur de programme de la Fondation Internationale de la Faune Mondiale explique que les lieux ayant des récifs de corail en bon état et des mangroves intactes étaient moins endommagés que ceux où la mangrove avait été remplacée par des hôtels de bord de mer et des fermes d'élevage de crevettes.

"Les récifs de corail agissent comme protection naturelle contre l'eau et les mangroves absorbent naturellement les chocs, qu'il s'agisse d'inondations, de cyclones et même de tsunamis".

C'était le point de vue du Professeur M.S.Swaminathan, scientifique agricole renommé en Inde, qui préside l'enquête gouvernementale du développement côtier. Il dit que les forêts de mangroves dans certaines régions de Tamil Nadu agissent comme un bouclier contre le choc des vagues.

"Les mangroves denses se sont dressées comme un mur ce qui a sauvé les communautés côtières des environs,"explique Swaminathan.

"Mais dans d'autres zones ... où les forêts avaient été coupées et où il y a extraction de sable et projets de développement, la dévastation a été plus étendue."

Le désastre a mis en relief l'absence d'un système mondial d'alerte précoce dans l'Océan Indien alors qu'un tel système existe dans le pacifique où de tels désastres sont fréquents.

Les Délégués du Sommet des Gouvernements des Petites Îles en Développement tenu en janvier à l'île Maurice ont déploré

l'absence d'un système d'alerte effectif et efficace. Les leçons apprises de la dévastation du tsunami ont fait que l'alerte précoce est devenue un sujet majeur à l'ordre du jour du sommet.

Le Premier Ministre de l'île Maurice, l'actuel Président de la SADC Paul Berenger, a conclu en disant "que ces désastres ont une fois de plus démontré l'extrême vulnérabilité des petites îles, (et) des pays en voie développement... Il faudra des années pour réparer les dégâts." □



### Assistance rapide pour la catastrophe du Tsunami

Les pays de l'Afrique Australe répondent aux appels d'assistance humanitaire des pays d'Asie les plus affectés par le désastre du tsunami, qui les a frappés à la fin de l'année 2004.

Ces efforts sont coordonnés par les Sociétés Nationales respectives de la Croix Rouge des pays de la SADC. L'Afrique du Sud a également détaché une équipe médicale et alloue une partie des fonds provenant de amendes pour excès de vitesse dans le pays au fond d'assistance du tsunami.

Un grand nombre d'agents de santé Namibiens se sont portés volontaires pour aider dans les régions affectées. Le Zimbabwe a établi un fond de collecte de dons pour le désastre tsunami, avec une attention particulière sur l'Indonésie, le pays le plus affecté par le désastre. Les autres pays de la SADC ont également contribué au fond de secours.

## L'hymne de la SADC ... Une évocation du rythme africain

Lors de leur Sommet du mois d'août 2004, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC ont approuvé l'hymne de la SADC dont les paroles et la mélodie expriment les espoirs et les aspirations de la région.

L'hymne est basé sur un rythme africain, identifié comme commun et traditionnellement pratiqué par les

africains de la région de la SADC.

Bien que la combinaison de paroles en anglais sur des rythmes et mélodies africains soient une gageure, la tâche a été menée avec succès. La mélodie fait ressortir la trame de la percussion africaine, ce qui renforce le caractère africain de l'hymne.

Le Sommet a convenu que l'hymne sera joué dans tous les états membres à toutes les manifestations importantes de la SADC, et dans toutes les écoles primaires et secondaires lors des célébrations de la Journée de la SADC (17 août) et la Journée des Créateurs de la SADC (14 octobre). □

## Lancement d'une Agence d'Information commune (SANAP) pour la SADC

Des journalistes de toute la région se sont réunis en janvier, en Afrique du Sud pour discuter de plans pour le lancement d'une agence régionale d'information, le Groupe des Agences d'Information de la SADC (SANAP).

Avec son siège situé au Mozambique, la SANAP est supposée améliorer la dissémination des informations à travers les frontières de la région et renforcer la présentation de l'information selon une perspective africaine.

Il y a eu de nombreux obstacles, malgré le fait que les agences nationales d'informations aient auparavant tenté d'organiser des accords bilatéraux pour le partage d'informations. Dans bien des cas, l'échange d'informations était informel et démuné de ressources. Le manque d'information sévit toujours dans la plupart des pays de la SADC où les populations peuvent ne pas être informées des événements prenant place dans les pays voisins.

Les agents des médias ont, en général, bien accueilli les plans pour le renforcement du partage d'informations en Afrique Australe. L'Editeur en Chef de l'Agence de Presse de la Namibie (NAMPA), Farai Munyuki, qui depuis plusieurs années, poussait à l'échange régional, a exprimé l'espoir qu' "un centre régional d'information facilitera un meilleur partage de l'information". John Mukela, Directeur Général du Fonds de Formation dans le domaine des Media pour l'Afrique Australe basé à Maputo, estime que bien que certains pays de la SADC aient énormément progressé en technologie, d'où un meilleur échange de l'information, d'autres restent encore à la traîne. (*The Herald*) □

## La SADC lance le concours de dissertation pour 2005.

La SADC a lancé le Concours 2005 de Dissertation pour les Ecoles du Secondaire, dans le but d'attirer la participation de la jeunesse en soutien à l'intégration régionale.

Inspiré par la célébration, cette année, du jubilé d'argent de la SADC, 25 ans depuis le lancement de son prédécesseur, la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC) en 1980, le thème de la compétition de 2005 est, "25 ans après sa création, quels sont les accomplissements de la SADC et qu'aimeriez vous qu'elle apporte de plus en vue de contribuer à l'union des économies et des populations de l'Afrique Australe?"

La dissertation devra contenir entre 2000 et 2500 mots et peut être rédigée en anglais, en français, ou en portugais. Les étudiants intéressés sont encouragés à soumettre leurs dissertations aux bureaux nationaux de contact de la SADC ou au Ministère de l'Education dans leurs pays respectifs. La date de clôture pour la réception des dissertations est fixée au 31 mai 2005.

Trois gagnants de ce concours auront l'unique opportunité de recevoir leurs prix lors de la cérémonie officielle d'ouverture du Sommet de la SADC à Gaborone, Botswana en août de cette année.

## Mama Africa ne donnera plus de concert en public

Miriam Makeba la chanteuse Sud Africaine de renommée mondiale a annoncé qu'elle mettrait fin à ses performances publiques populaires après avoir, pendant des décennies, diverti des légions d'admirateurs.

Alors que ses admirateurs évoquaient le parcours unique qui accompagne cette talentueuse vocaliste elle a déclaré qu'elle souhaitait se concentrer sur des performances liées à des occasions spéciales

Les dernières performances publiques de Makeba se sont tenues dans un lieu tout à fait approprié, la Zambie, ancien quartier général de la lutte de libération contre l'apartheid en Afrique du Sud. Elle se produisait avec des artistes locaux pour la soirée du nouvel an et fut invitée à la résidence présidentielle par la Première Dame, Maureen Mwanawasa.

En évoquant sa vie, Makeba a, pendant

son spectacle, rendu hommage aux Zambiens pour le rôle qu'ils ont joué dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Elle a également exprimé son inquiétude quant à l'accroissement du taux des infections par le VIH et SIDA parmi les jeunes de la région.

La musique de Makeba embarque ses auditeurs dans un voyage sentimental vers l'âge d'or des années 50 lorsqu'elle faisait équipe avec les Manhattan Brothers, la propulsant dans une brillante carrière couvrant des décennies d'exploits musicaux en Afrique et ailleurs.

Mama Africa, telle qu'elle est connue, a démontré qu'elle était une talentueuse maestra dont le flair demeure inchangé par son âge. Sa mélodie authentiquement africaine persiste et constitue sa marque personnelle. (*Southern Times*) □



## Ile Maurice, une Cyber-Ile

L'Ile Maurice est appelée à devenir le premier pays au monde à avoir un complet accès aux ondes longue portée sur tout son territoire. Les usagers potentiels parmi les 1.2 million d'habitants pourront se connecter sur internet sans-fil au domicile, au travail, à l'école ou à la plage grâce à un réseau (smart antennas – antennes intelligentes) à large rayon de diffusion.

Les Réseaux ADB, principal fournisseur indépendant de service, situé sur l'île, a commandé d'une société des Etats Unis, l'installation d'accès aux ondes nomadiques de longue portée.

Le Directeur Général de ADB, Rizwan

Rahim explique que sa société avait étudié d'autres options d'ondes rapides à grande portée, "dans notre scénario, DSL et le câble modem n'étaient pas des options viables.

Le terrain rugueux de l'Ile Maurice requiert une solution dépourvue de lignes apparentes et au déploiement rentable".

Rahim explique que le service des ondes longue portée peut être fourni de façon pratiquement instantanée, "là où il n'existait pas", avec un système d'interrupteur portable dans toute l'île, dès que le client reçoit le modem, la commande est généralement faite le jour même. Il a ajouté que les prix sont compétitifs. (*New Ziana*) □

## En regardant vers l'est pour le SDA

Trois pays de la région de la SADC sont désormais munis du Statut de Destination Approuvée (SAD) qui facilite l'arrivée des touristes de la Chine, et c'est dans ce but que certains renforcent les connexions aériennes.

En décembre, Air Zimbabwe a mis en place des vols directs vers Beijing et la Compagnie Aérienne Sud Africaine gère un système de partage de code des vols avec Cathay Pacifique vers Hong Kong, avec une connexion sur Beijing.

Le Directeur Général du Conseil du Tourisme de la Tanzanie (TTB), Peter Mwendu déclare que son pays envisage également de mettre en place des vols directs vers Beijing afin de profiter de son nouveau statut pour attirer un afflux potentiel de touristes chinois pour visiter ses zones de préservation et de vie sauvage telles que le fameux Parc National de Serengeti, la Réserve d'animaux de Selous (la plus vaste au monde) et beaucoup d'autres, ainsi que l'Ile de Zanzibar.

Pour cela, TTB prévoit de participer au Marché International de Beijing sur le Voyage et le Tourisme (BITTM), la seule foire touristique ouverte de la Chine prévue en avril de cette année.

Le BITTM est une foire strictement commerciale, à laquelle on prévoit la participation de 20 000 professionnels chinois du tourisme et du voyage, y compris le Service International du Voyage de la Chine (CITS), le plus grand opérateur sur le marché chinois.

Les rapports du marché montrent qu'en 2003, le tourisme chinois externe a généré plus de 23 millions de départs, avec plus de US\$16 milliards en dépenses outre-mer.

Environ 80 destinations étrangères ont reçu l'approbation du gouvernement chinois pour le statut SAD cette année, y compris les Etats Unis, l'Australie et l'Europe, à l'exception du Royaume Uni qui reste prudent sur la question de l'immigration et des immigrants clandestins. (*Southern Times, BBC World*) □

## Résolution du problème de la terre en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud est confiante d'apporter une solution, d'ici la fin de l'année, aux réclamations des terres faites par les citoyens noirs, et de régler le problème brûlant du pays auparavant sous domination blanche, disent les officiels du gouvernement.

En dépit de nombreuses difficultés, la Commission pour la Restitution des Droits Fonciers est certaine de résoudre les réclamations en suspens (selon le délai fixé) c'est ce qu'il ressort de sa déclaration suite à sa première réunion de l'année.

Les critiques trouvent que le gouvernement a retardé d'aborder la réforme foncière et qu'une action urgente est vitale pour éviter la repossession des terres par la population comme cela s'est passé au Zimbabwe.

Une décennie après la fin du régime minoritaire de l'apartheid, la plupart des terres commerciales dans l'économie la plus viable de l'Afrique sont encore la propriété des fermiers blancs et le gouvernement s'efforce de donner la terre aux populations dépossédées sous les anciens gouvernants. (*Southern times*) □

## L'Afrique attire l'assistance du G8

Il était prévu qu'au mois de janvier la République Unie de Tanzanie accueille une réunion de quatre jours à Dar es Salaam pour se concentrer sur le développement agricole en Afrique dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

La réunion rassemblant les pays du Groupe des 8 (G8) et la participation de 18 pays africains devait identifier des facteurs clés du développement de l'agriculture en Afrique. Le NEPAD est une structure panafricaine de l'Union Africaine dont le but est le renouveau continental. Sa priorité est l'éradication de la pauvreté et de placer les nations africaines sur la voie du développement

durable. L'an dernier, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC ont tenu un sommet extraordinaire à Dar es Salaam en vue de planifier leur propre structure pour la sécurité alimentaire et le développement agricole. (*Xinhua*) □

## D'un travail d'urgence vers la réhabilitation

L'Angola a changé ses priorités de développement de la guerre à la paix et de l'urgence à la réhabilitation.

En annonçant les plans du gouvernement pour 2005/6, le Ministre des Affaires Sociales, João Baptista Kussumwa a annoncé que "les priorités seront le

déménagement et le repeuplement, l'intégration sociale des anciens soldats et des personnes physiquement handicapés. Il a ajouté que les soins pour le développement de l'enfant, la protection des personnes âgées et le retour des réfugiés sont d'autres tâches prioritaires pour 2005. (*ANGOP*) □

## Budgétiser pour le VIH et SIDA

L'urgence prioritaire pour l'Afrique Australe est la révision des modèles de budget de l'Etat et des procédures pour satisfaire aux nouvelles priorités du financement de la prévention du VIH et SIDA, du traitement, de l'assistance et des soins pour les personnes infectées et affectées. C'était un facteur dans la fameuse Déclaration des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la SADC à Maseru, Lesotho en juillet 2003 (Déclaration de Maseru), qui cherche, entre autres choses, à intensifier la mobilisation des ressources par l'allocation d'au moins 15 pour cent des budgets annuels de l'Etat pour l'amélioration du secteur de la santé, en adoptant une approche multisectionnelle.

Une étude récente sur le Financement de la Lutte : Budget pour le VIH/ SIDA dans les Pays en voie de développement, fournit les résultats d'une analyse comparative de budget pour le VIH et SIDA, menée dans quatre nations africaines (le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Kenya) et cinq nations de l'Amérique Centrale.

L'étude a révélé que les gouvernements africains sont engagés à combattre l'expansion du VIH et du SIDA sur le continent, mais possèdent très peu de leurs fonds propres à dépenser pour les programmes d'intervention.

Le rapport révèle que la priorité accordée au programme de VIH et SIDA dans les budgets nationaux varie considérablement. Les budgets de la Santé dans les pays africains, à l'exception de l'Afrique du Sud, a tendance à dépendre principalement sur les fonds des bailleurs, alors que dans les pays de l'Amérique Centrale à l'exception du Nicaragua, les budgets sont principalement financés à partir des revenus de l'Etat.

L'étude a souligné que bien que les pays des deux régions aient élaboré des plans et des programmes compréhensifs stratégiques nationaux du VIH et SIDA, ces derniers étaient médiocrement évalués et budgétisés. Les gouvernements ont des systèmes

inadéquats de suivi de l'allocation des ressources pour le VIH et SIDA.

Un des principaux résultats était que jusqu'à récemment, la plupart des pays en Afrique ont mis l'accent sur la prévention plutôt que le traitement, et les pays africains ont été lents à s'engager dans le procurement de traitements antirétroviraux pour ceux qui vivent avec le VIH et SIDA.

Un autre résultat important du rapport est que l'augmentation des allocations destinées au VIH/ SIDA pourrait éliminer d'autres priorités du secteur sanitaire. Dans tous les pays, les chercheurs ont remarqué que tandis que les allocations pour le VIH et SIDA ont augmenté, le secteur de la santé dans son ensemble n'avait pas enregistré d'augmentation commensurable.

Le rapport invite aux réformes budgétaire et à une plus grande transparence dans les allocations du gouvernement pour, et les dépenses actuelles faites pour le VIH/ SIDA.

"Les réponses effectives du gouvernement pour le SIDA requièrent que nous connaissions l'origine des fonds, à quoi sont-ils destinés, et s'ils sont dépensés de façon appropriée", c'est ce qu'indique le rapport qui exhorte également les pays africains à augmenter leurs propres engagements pour le financement des interventions du VIH/ SIDA.

L'étude entreprise par les instituts de recherche indépendants dans chaque pays étaient coordonnée conjointement par l'Institut pour la Démocratie en Afrique du Sud (IDAS), et le Centre d'Analyse et d'Etudes (FUNDAR) au Mexique. (*Révisé par Chipu Muwezwa*). □

*Financement de la Lutte: Budgetiser pour le VIH/SIDA dans les Pays en voie de développement*

Teresa Guthrie et Alison Hickey (Eds), 2004. IDASA, 6 Pin Street, Cape Town, Afrique du Sud

Email: nomzi@idasact.org.za

*Etude Nationale du Mozambique à publier par SARDC, 2005.*

### Publications et acquisitions récentes

*Commemorations of Mwalimu Julius Kambarage Nyerere's 79th and 80th Birth dates*

Mpangala, Gaudens P; Mwansasu, Bismarck U et Maundi, Mohamed O, 2004  
 Disponible à: La Fondation Mwalimu Nyerere, 6 Sokoine Drive, PO Box 7100, Dar es Salaam, Tanzanie  
 E-mail: mnf-tanzania@raha.com  
 Site web: www.nyererefoundation.or.tz

*Globalization and the Southern African Economies*

Lundahl, Mats (ed), 2004  
 Disponible à: L'Institut Nordique pour l'Afrique  
 PO Box 1703 SE-75147  
 Uppsala Suède  
 Email: nai@nai.uu.se  
 Site web: www.nai.uu.se

*Institutions and Development in Africa*

Mbaku, John Mukum, Asmara, Africa World Press, Inc., 2004  
 Disponible à: Africa World Press, Inc.  
 PO Box 1892, Trenton New Jersey 08607  
 Email: awprsp@africanworld.com

*Mainstreaming Gender in the Response to AIDS in Southern Africa: a Guide for the Integration of Gender Issues in the Work of AIDS Service Organisations*

Southern African AIDS Trust, 2004  
 Disponible à: SAT, 3 Luck Street, Kopje, Harare, Zimbabwe  
 E-mail: info@satregional.org  
 Site web: www.satregional.org

*Malawi National Strategies for the Sustainable Development*

Département des Affaires Environnementales. – 2004  
 Disponible au: Ministère des Mines, des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Département de Affaires Environnementales  
 P. Bag 394, Lilongwe 3, Malawi  
 E-mail: eadinfo@sndp.org.mw  
 Site web: www.sndp.org.mw

*Multilateral Framework for Competition*

*Policy: where do African Consumers Stand?*  
 Bureau International des Consommateurs pour l'Afrique, 31 \$ Lincoln Road, Belgravia  
 P. Bag A6215, Avondale, Harare, Zimbabwe  
 E-mail: roaf@harare.iafrica.co  
 Site web: www.consumerinternational.org/roaf

*Update on the Status of Member States Signatures and Ratifications of and Accessions to the SADC Treaty, Protocols and others Legal Instruments*

SADC, 2004  
 Disponible au: Secrétariat de la SADC  
 P. Bag 0095 Gaborone Botswana  
 Email: registry@sadc.int  
 Site web: www.sadc.int

## Calendrier de la SADC

2005	Evènement	Lieu
Février	2 Sommet Mondial sur la Société d'Information	Ghana
	21-25 Conférence Régionale Africaine	Ile Maurice
	22 -24 Conseil des Ministres de la SADC	Ethiopie
	23 SADC/ Réunion de l'Autorité Intergouvernementale Paritaire de le Développement (GAD) sur la Gestion Foncière Durable	Luxembourg
	23 Troika des Officiels UE/UA	
	21fév -11 mars 49ième Session de la Commission sur le statut des femmes. Beijing + 10	ONU, New York
Mars	1 - 5 Forum Global sur la Révision des Progrès de la Femme dans le domaine de la Gestion Forestière depuis Beijing 1995	Ouganda
	10 - 11 Consortium pour la Préservation des Rhinos de la SADC	Zimbabwe
	14 - 15 Réunion SADC/ NEPAD des Dépositaires en Recherche Agricole	Botswana
	31 Réunion SADC/IUCN/ UNDP de Révision sur la Biodiversité	Botswana
Avril	6- 7 Comité d'Organisation SADC du Projet d'Assistance sur l'Education Environnementale	Mozambique
	11 -22 Commission sur le Développement Durable	ONU, New York
	25 - 27 Conférence Consultative SADC 2005	Ile Maurice
	28 Forum SADC/ Inde	Ile Maurice

## Liste de contrôle des Devises

Pays	Devises	(US\$1)
Angola	Kwanza (100 lwei)	85.94
Botswana	Pula (100 thebe)	4.35
RDC	Franc Congolais	449.00
Lesotho	Maloti (100 lisente)	5.77
Madagascar	Franc Malgache	9 400.00
Malawi	Kwacha (100 tambala)	108.00
Ile Maurice	Roupie (100 cents)	28.24
Mozambique	Metical (100 centavos)	8 600.00
Namibie	Dollar (100 cents)	5.90
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	5.82
Swaziland	Lilangeni (100 cents)	5.77
Tanzanie	Shilling (100 cents)	1 049.50
Zambie	Kwacha (100 ngwee)	4 710.00
Zimbabwe	Dollar (100 cents)	6 200.00

7 Janvier 2005

## Jours fériés dans la SADC pour la période mars-avril 2005

3 mars	Journée des Matyrs	Malawi
8 mars	Journée de la Femme	Angola
12 mars	Journée Nationale	Ile Maurice
21 mars	Journée des Droits de l'Homme	Afrique du Sud
21 mars	Ougadi	Ile Maurice
21 mars	Journée de l'Indépendance	Namibie
25 mars	Vendredi Saint	Tous exceptés RDC, Mozambique, Ile Maurice
26 mars	Jour férié	Botswana
26 mars	samedi Saint	Zambie
28 mars	Lundi de Pâques	Tous exceptés RDC, Mozambique, Ile Maurice
28 mar	Journée de la Famille	Afrique du Sud
4 avril	Journée de la Paix et de la Réconciliation Nationale	Angola
7 avril	Journée Mozambicaine de la Femme	Mozambique
18 avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
19 avril	Anniversaire du Roi	Zwaziland
25 avril	Journée Nationale du Drapeau	Zwaziland
26 avril	Journée de l'Union	Tanzanie
27 avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud
30 avril	Journée de l'Education et de la Jeunesse	RDC